



DECLARATION DE LA FSU 91 AU CHSCTD DU LUNDI 25 MAI 2020

La crise que nous traversons depuis maintenant plusieurs mois est dramatique pour l'éducation et pour la société ; elle nécessite des orientations politiques fortes que la FSU n'aura de cesse de défendre et de revendiquer. Après avoir fait le constat de l'incertaine continuité pédagogique, nous faisons aujourd'hui le constat d'une reprise des cours tout aussi problématique. Suffit-il de dire que les écoles doivent rouvrir pour qu'elles rouvrent ? Tout dépend de ce que nous attendons de cette réouverture. Les deux semaines passées nous prouvent sans conteste que la reprise, dans le premier degré, n'a eu pour seule finalité que de permettre aux parents de reprendre le chemin du travail après le déconfinement. La mise en œuvre du travail en présentiel se heurte à tous les obstacles que nous dénonçons : manque de matériel, dialogue compliqué avec les collectivités, impréparation des cadres, absences d'habitudes et d'outils de prévention, risques psychosociaux accrus pour tous et affichage quantitatif malsain au détriment d'une qualité pédagogique dont notre ministre feint de croire qu'elle sera au rendez-vous. Ainsi, la rentrée des classes du ministre, dans l'école Roger Ferdinand, dans un quartier privilégié de la ville de Palaiseau, laisse apparaître une grossière tentative de communication sur la réussite de cette reprise, en se satisfaisant de récupérer les décrocheurs... qui n'existent pas dans cette école ! L'ouverture à marche forcée des écoles commencent, ici ou là, à produire des effets délétères. M. Blanquer semble ignorer que l'école est d'abord un lieu d'enseignement et oublie que cet enseignement n'est possible que grâce à une organisation collective de travail de personnels enseignants et non-enseignants. Les écoles et bientôt les EPLE reprennent dans une grande anxiété, parce que la situation est anxiogène et profondément insatisfaisante du point de vue professionnel. Dans ce contexte si inédit, tous les personnels ont besoin d'être accompagnés et protégés avec bienveillance, et c'est le sens des réalités qui doit guider toute action publique.

Intéressons-nous d'abord aux infirmiers et infirmières scolaires. Alors que la France a continué à détruire son stock de masques après le début de l'épidémie, la stupéfaction et la colère des infirmier.es de l'Education nationale est immense en apprenant par voie de FAQ qu'ils-elles sont privé.es de masques. Comment comprendre que l'administration ait donné leurs masques FFP2 aux ARS et qu'aujourd'hui ils-elles en soient dépourvu.es et oublié.es ? Comment accepter qu'ils-elles soient les seuls professionnels de santé en France à travailler avec des masques « grand public » ? Les infirmier.es de l'Education nationale sont les professionnel.les de santé de premier recours qui accueillent tous les élèves, pour quelque motif que ce soit, au sein des établissements scolaires. Ils-elles sont à minima exposé.es aux mêmes risques de contamination qu'un.e professionnel.le de santé de ville. Pourquoi tant de mépris ? Cette décision révèle la profonde méconnaissance de Messieurs Blanquer et Véran des pratiques quotidiennes des infirmier.es de l'Education nationale. L'Ecole de la confiance et de la bienveillance est une fadaise. Le SNICS, avec la FSU, ne réclame ni médaille ni défilé, mais de véritables équipements de protection individuelle pour les personnels : c'est en leur fournissant des masques adaptés qu'on pourra assurer leur sécurité, ainsi que celle des élèves et de l'ensemble de la communauté scolaire.

Qu'en est-il maintenant des AESH, qui œuvrent pour le retour des élèves en situation de handicap ? Dans son protocole spécifique aux AESH, le ministère ne dit rien sur le travail d'équipe entre l'AESH l'enseignant, il ne dit rien non plus sur l'aide que peuvent apporter l'ASH, les IEN, les CPC, dans la reprise des AESH. Le seul lien qui se voit développé et expliqué, c'est celui qui unit l'AESH à l'élève. Cette conception des missions de l'AESH est totalement déconnectée du terrain : c'est la situation d'apprentissage qui justifie et légitime le lien que l'AESH construit avec l'élève. C'est un lien pédagogique. Le protocole ne propose, de ce point de vue, aucune clé pédagogique, l'AESH étant maintenant « au service de la protection sanitaire », et non plus au service des apprentissages. Ce protocole, qui

précise que le port du masque est « recommandé » pour les AESH alors qu'il est « obligatoire » pour les autres personnels, n'est en aucun cas rassurant et n'apporte aucune réponse aux questions posées sur les risques auxquels ces personnels, pourtant essentiels, sont exposés. L'école inclusive, telle qu'elle est pensée par le ministère, n'est qu'un mensonge, une vitrine politique vide de tout objectif pédagogique. Le SNUIPP et le SNES, avec la FSU, défendent une reprise véritablement inclusive : si les élèves reviennent à l'école et si le protocole sanitaire le permet, c'est bien pour apprendre ; cet apprentissage, pour être assuré sans risque, implique un matériel et des équipements supplémentaires pour les acteurs de l'école inclusive (visières, gants, surblouses).

Examinons enfin la situation des psy-EN. C'est une logique d'économie qui guide la réouverture des CIO, réouverture qui se révèle particulièrement anxiogène pour les personnels qui y travaillent. L'annonce du SAIO de n'ouvrir que deux CIO par département a suscité une grande perplexité et une grande incompréhension. Comment, en effet, comprendre une telle restriction, surtout si elle pousse les personnels et les usagers à prendre des transports en commun, qu'il est pourtant recommandé d'utiliser seulement dans des situations indispensables, pour limiter les risques d'exposition et de contamination ? Comment comprendre une telle restriction, quand on sait que la priorité doit être donnée aux EANA et aux décrocheurs ? Est-ce vraiment en augmentant les temps de trajet que nous arriverons à rattraper les jeunes les plus éloignés du système scolaire ? Comment comprendre une telle réorganisation du travail ? Par ailleurs, alors qu'il existe un plan de reprise d'activité écrit et détaillé pour chaque école, établissement et service du département, les CIO semblent avoir été oubliés. Le SNES, avec la FSU, dénonce un service public d'orientation empêché et souhaite vous interpeller tout particulièrement sur cette question. Une visite du CIO d'Evry a eu lieu le 18 mai, sans que les membres du CHSCTD ne soient associés à ce travail ; cette visite a donné lieu à des recommandations qui n'ont pour le moment aucun caractère officiel ; elle s'est faite sans plan ni instrument de mesure et a ignoré les problématiques d'aération, de confidentialité et de stationnement, qui, par temps de crise sanitaire, sont encore plus prégnantes. Les psy-EN voient leurs conditions de travail dégradées : ces personnels, encore plus indispensables en cette période, attendent des réponses à leurs nombreuses questions et ne pourront reprendre sans un protocole sanitaire rigoureux qui leur donne des garanties de sécurité et de matériel.

La liste des manques est encore longue, Madame la Directrice Académique. Les personnels n'ont pas fini de souffrir de ce pilotage maladroit et inhumain, où les médias, que notre gouvernement sature en permanence, remplacent la réalité du terrain, où certains IEN et chefs d'établissements décident des conditions de réouverture sans consultation ni concertation. Le flou règne encore sur les droits de chacun à être exempté du présentiel pour vulnérabilité ou pour garde d'enfants : la FSU réclame de la rigueur et de la clarté sur ces questions. Chaque protocole local doit être rédigé, disponible et en phase avec tous les gestes barrières, y compris en EPS et en lycée professionnel, où se posent par exemple des problèmes de vestiaires en commun et de matériel. Chaque protocole local doit tenir compte de la charge de travail de chacun : sur ce sujet, nous vous avons interpellée sur la situation des directeurs et directrices d'écoles ; nous sommes toujours en attente de réponses concrètes à apporter aux collègues que nous représentons. Il apparaît enfin évident qu'une prise en compte de la situation des ouvriers de maintenance et des agents d'entretien du département, qui passe par une amélioration de leurs conditions de travail, est indispensable pour assurer une reprise dans des conditions sanitaires satisfaisantes. L'école doit être égalitaire et accessible à tous les élèves, elle doit être aussi respectueuse de tous les personnels et de leurs missions. La reprise envisagée par le ministère ne doit pas échapper à ces grands principes. Chaque agent, quelle que soit sa fonction et quel que soit son chef de service, doit pouvoir évaluer avant la reprise les risques auxquels il est exposé, pour que soient prises en compte dans le collectif de travail toutes les situations individuelles spécifiques.